

Direction de la qualité
et de la prévention des risques

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
1 Rue de Germont
76 000 ROUEN

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Référencement d'un organisme certificateur ISO 9001 et ISO 20387 accrédité
COFRAC pour le Centre de Ressources Biologiques Institutionnel (CRBi) du CHU
Rouen Normandie

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP Valant CCAP et CCTP)

Sommaire

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1 - Objet du marché public	4
2.2 - Procédure du marché public	4
2.3 - Type de marché public	5
2.4 - Forme du marché public.....	5
2.5 - Allotissement.....	5
2.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire et similaires.....	5
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION.....	6
4.1 - Durée du marché public	6
4.2 - Délai d'exécution	6
4.3 - Prolongation des délais.....	6
ARTICLE 5 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES.....	6
5.1 - Le Centre de ressources biologiques institutionnel (CRBi) du CHU de Rouen	6
5.1.1 - Présentation générale	6
5.1.2 - Les missions du CRBi.....	7
5.1.3 - Organisation du CRBi.....	7
5.2 - Prestations attendues.....	7
5.2.1 - Réalisation d'audits de certification de système de management de la qualité	7
5.2.2 - Qualification des auditeurs.....	8
5.3 - Livrables du marché.....	8
ARTICLE 6 - ORGANISATION ET SUIVI.....	8
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 8 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTALE.....	9
8.1 - Modalités de transmission des pièces	9
8.2 - Optimisation des ressources	9
8.3 - Déplacements.....	9
ARTICLE 9 - CONDITIONS DE COMMANDE.....	9
9.1 - Emission des commandes.....	9
9.2 - Modification d'un bon de commande	10
9.3 - Annulation d'un bon de commande	10
ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATION / TRANSFERT DE PROPRIETE	10
10.1 - Opérations de vérification	10
10.2 - Décisions après vérification	10
10.2.1 - Décision de réception	11
10.2.2 - Décision d'ajournement.....	11
10.2.3 - Décision de réfaction	11
10.2.4 - Décision de rejet	11
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS.....	11
11.1 - Remise des livrables	11
11.2 - Lieu de livraison des livrables	11
11.3 - Déplacement dans le cadre de la mission.....	11
11.4 - Conditions d'accès aux installations	12
ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE.....	12
ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
13.1 - Etendue de la cession	12
13.2 - Exploitations	13
13.3 - Garantie.....	14
13.4 - Rémunération.....	14
ARTICLE 14 - RESPONSABILITE	14
14.1 - Garantie.....	14

14.2 - Accès - Consignes	14
14.3 - Assurances.....	14
ARTICLE 15 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	14
15.1 - Contenu des prix.....	14
15.2 - Clause de révision des prix	15
ARTICLE 16 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	15
16.1 - Modalité de règlement du titulaire	15
16.2 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique	15
16.3 - Conditions de règlement	16
16.3.1 - Mode et délai de paiement.....	16
16.3.2 - Comptable	16
16.3.3 - Changement de taxes.....	16
16.3.4 - Nantissement	17
16.3.5 - Avance.....	17
16.3.6 - Retenue de garantie	17
ARTICLE 17 - PENALITES DE RETARD	17
ARTICLE 18 - RESILIATION	17
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	17
ARTICLE 20 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	18
20.1 - Résolution amiable	18
20.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle	18
ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de consultation article 5.1.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet le **référencement d'un organisme certificateur agréé COFRAC en vue d'une prestation d'audit de certification ISO 9001 et ISO 20387 (renouvellement de certificat, suivi 1 et 2) pour le Centre de Ressources Biologiques Institutionnel (CRBi) du CHU Rouen Normandie.**

2.2 - Procédure du marché public

Le marché public est passé selon la **procédure de l'appel d'offres ouvert**, en application des articles R2124-1 à 2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

2.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
Catégorie de service : 27

2.4 - Forme du marché public

Le marché public est un **accord-cadre** fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est **exécuté au moyen de bons de commande**.

Conformément à l'article R2162-4-2° du Code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 15 000 euros HT pour toute la durée de validité du marché public**.

L'accord-cadre est **mono-attributaire**.

L'accord cadre est **conclu à prix unitaires** tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

2.5 - Allotissement

Le marché public est unique (pas de lot). En effet, l'objet du présent marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et ne peut donc pas être passé en lots séparés, conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique.

2.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire et similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Rouen fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'**Acte d'engagement** (AE) et son annexe :
 - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le présent **Cahier des Clauses Particulières** (CCP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
 - Annexe n°2 : cycles d'audit de certification dans le périmètre du marché ;
 - Annexe n°3 : certificat relatifs au CRBi du CHU Rouen Normandie en cours.
3. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) - (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
4. Le **cadre de réponse technique** du titulaire accompagné des différents justificatifs demandés (CV...) ;
5. **Les avenants le cas échéant ;**
6. **Les actes de sous-traitance le cas échéant.**

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CHU Rouen Normandie.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION

4.1 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une **période initiale** d'un an à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le marché public peut ensuite être **reconduit 2 fois par période successive d'1 an** et pour une **durée de validité maximale de 3 ans**

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rouen reconduit automatiquement le marché public). Dans ce cadre, le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 Code de la commande publique.

En revanche, le CHU de Rouen se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le Titulaire. La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

4.2 - Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution des prestations s'étendra de la réception du bon de commande par le titulaire jusqu'à l'exécution sans réserve de la prestation.

Les délais d'exécution sont indiqués dans le cadre de réponse technique du titulaire.

4.3 - Prolongation des délais

Seuls les retards imputables au CHU de Rouen peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de prestations, de démarches ou fournitures de document du ressort du CHU de Rouen, il lui appartient de signaler par courrier recommandé tout retard de la part de ce dernier de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI.

Le délai d'exécution se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU de Rouen des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES

Les prestations pouvant être commandées sont reprises dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

5.1 - Le Centre de ressources biologiques institutionnel (CRBi) du CHU de Rouen

5.1.1 - Présentation générale

Le CHU de Rouen regroupe des établissements publics de santé :

- 5 établissements de soins et d'hébergement
- 2 établissements industriels (la blanchisserie et l'unité centrale de production alimentaire (UCPA))
- Capacité d'accueil de 2420 lits et places (hors prestations à domicile et dialyses)
- Le CHU emploie 10 345 personnes
- Le CHU regroupe 13 pôles qui couvrent l'ensemble des disciplines entres autres médicales, cliniques et médico-techniques dont le Pôle Biologie Pathologie Physiologie, dont dépend le CRB institutionnel.

Le CHU de Rouen, en partenariat avec l'Université de Rouen et la Faculté de Médecine et de Pharmacie, participe directement à la formation des médecins et des pharmaciens participant à la recherche.

Le Centre de Ressources Biologiques institutionnel (CRBi) est une organisation du CHU de Rouen dont la création a été impulsée par la Direction du CHU. La structure de ce CRBi et son mode de gouvernance ont été validés en décembre 2018 lors d'un directoire de l'établissement.

5.1.2 - Les missions du CRBi

La mission du CRBi est d'offrir des services communs pour la logistique et l'organisation des activités de réception, de préparation, de conservation de ressources biologiques (RB) d'origine humaine ou de micro-organismes issus de prélèvements humains, associées à des données clinico-biologiques afin de les mettre à disposition de la communauté scientifique et de faciliter le développement des recherches en santé humaine.

De par son infrastructure et la mise en place de son portail unique, le CRBi joue son rôle de passerelle pour donner l'accès aux RB à des équipes de recherche internes ou externes au CHU. Il contribue ainsi aux efforts dans le domaine de la recherche et assure un continuum de qualité dans la gestion de RB et la surveillance des relations avec les parties intéressées.

5.1.3 - Organisation du CRBi

Le CRBi regroupe plusieurs entités dont les activités sont présentées sur le site du CHU de Rouen à l'adresse suivante : [Centre de ressource biologique institutionnel - Recherche](#)

Le centre de ressources biologiques institutionnel (CRBi) du CHU de Rouen réunit 4 entités et ses filières:

- La germethèque (Certification réalisée par le réseau national – hors contrat)
- La tumorothèque
- Le CRB du CIC-CRB
- La biothèque
 - o Filière Biologie : Hématologie
 - o Filière Microbiologie : Virologie
 - o Filière Microbiologie : Parasitologie
 - o Filière Essais clinique
 - o Filière Génétique

	Activités	Nombre de site(s)	Effectif (ETP)	Rythme de travail
Centre de Ressources Biologiques institutionnel (CRBi)	2 certificats (ISO 9001 et ISO 20387)			
	CRB du CIC-CRB	Hôpital Charles Nicolle	10,05	5j/7j
	Tumorothèque			
	Biothèque - Hématologie			
	Biothèque - Microbiologie - Virologie			
	Biothèque – Microbiologie - Parasitologie			
	Biothèque - Essais cliniques	Hôpital Charles Nicolle (Faculté)		
	Biothèque - Génétique			

5.2 - Prestations attendues

5.2.1 - Réalisation d'audits de certification de système de management de la qualité

Les prestations devant être réalisées par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché consistent en la réalisation d'audits **de système de management de la qualité selon le référentiel ISO 9001 et ISO 20387** pour le Centre de Ressources Biologiques Institutionnel (CRBi) du CHU Rouen Normandie.

De ce fait, le postulant devra communiquer son pool d'auditeurs compétents dans chacun de ces domaines, à la date du dit marché.

L'auditeur devra procéder à un renouvellement de certification et de suivi 1 et 2 du SMQ des activités du CRBi multi-filières du CHU de Rouen tout en se référant à la méthodologie énoncée dans le référentiel d'évaluation de la conformité des systèmes de management ISO 17021-1.

Les audits auront lieu dans :

- Les locaux du CHU de Rouen située au 1 rue de Germont, Hôpital Charles Nicolle,
- L'UFR Santé - Université de Rouen Normandie situé au 22 Bd Gambetta, 76000 Rouen.

5.2.2 - Qualification des auditeurs

Les auditeurs proposés par le titulaire du marché devront :

- Être certifiés ICA ou IRCA et avoir une expertise sur les référentiels normatifs ISO 9001 et ISO 20387
- Être qualifié en milieu hospitalier
- Avoir une expertise CRB de CHU

Le CV des auditeurs devra être transmis lors de la planification des audits. Le CHU de Rouen se réserve le droit de réfuter les auditeurs proposés s'ils ne répondent pas à ces critères

5.3 - Livrables du marché

Les livrables sont remis au CRBi multi-filières du CHU de Rouen pour vérification et décision.

Les livrables attendus sont les suivants :

- 1 plan prévisionnel d'audit, envoyé le mois précédent l'audit ;
- 1 rapport d'audit dans les 15 jours qui suivent la réunion de clôture.

ARTICLE 6 - ORGANISATION ET SUIVI

Le travail du Titulaire sera réalisé de manière interactive avec le CRBi du CHU de Rouen. Il organise autant de réunions que nécessaires pour mener à bien ses missions. Aucun rendez-vous ou consultation d'un tiers n'aura lieu sans l'accord ou la présence du CRBi du CHU de Rouen.

Afin de réaliser sa prestation, le titulaire devra prévoir impérativement des visites sur les sites du CRBi du CHU de Rouen. Il devra tenir compte du fonctionnement des établissements et des contraintes que cela imposera pour les différentes investigations à réaliser sur les sites.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen de tout changement concernant :

- Sa **raison sociale** (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son **compte de règlement bancaire ou postal**, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le **destinataire du paiement**, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. **A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation**, après réception des documents nécessaires, par certificat administratif.

ARTICLE 8 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTALE

Concernant les obligations en matière de protection de l'environnement, le titulaire est tenu de respecter les conditions d'exécutions minimum suivantes :

8.1 - Modalités de transmission des pièces

Dans une démarche environnementale, le CHU Rouen Normandie privilégie la dématérialisation.

Aussi, le CHU Rouen Normandie invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

Des pièces pourront être transmises par voie postale soit compte tenu de leur format, soit à la suite d'une demande de toute personne légitime.

8.2 - Optimisation des ressources

Dans ce cadre et lors de l'exécution des prestations, **le titulaire optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés**.

À cet effet, le titulaire privilégie :

- L'impression en noir et blanc plutôt qu'en couleur ;
- L'optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages ;
- L'impression recto/verso ;
- La diffusion ciblée des informations ;
- L'utilisation du papier au format A4 ou au format A3 ;
- S'assure de l'utilisation de papier recyclé et/ou de papier avec écolabel ou équivalent.

8.3 - Déplacements

Le titulaire privilégiera l'utilisation des transports en commun ou de transports peu ou non polluants pour le déplacement des intervenants (train, tram, bus, vélos, co-voiturage, etc.).

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE COMMANDE

9.1 - Emission des commandes

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par le CHU Rouen Normandie, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des bons de commande est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut-être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au BPU ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-PI, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de du CHU Rouen Normandie.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Le CHU Rouen Normandie ne peut fixer une durée telle que l'exécution du bon de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Le CHU Rouen Normandie confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

9.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, **un rectificatif est notifié au titulaire**. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

9.3 - Annulation d'un bon de commande

Le CHU Rouen Normandie peut, à tout moment, **pour motif d'intérêt général**, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATION / TRANSFERT DE PROPRIETE

10.1 - Opérations de vérification

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI sont applicables.

Les prestations seront vérifiées au fur et à mesure de leur exécution. **Ces vérifications portent sur la réalisation effective des prestations dans les conditions définies au présent CCP.**

Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai qui est imparti au CHU de Rouen pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et notifier sa décision est **de 1 mois à compter de la date de remise des livrables**.

10.2 - Décisions après vérification

Les dispositions de l'article 29 du CCAG-PI sont applicables.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

10.2.1 - Décision de réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché public. **La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.**

10.2.2 - Décision d'ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le Titulaire est invité à présenter les livrables de nouveau **dans un délai de 15 jours ouvrés**, à compter de la réception de la décision, après avoir effectué ces mises au point. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, ce délai est ramené à 1 jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus des comités.

10.2.3 - Décision de réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être reçues en l'état, **il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.** Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

10.2.4 - Décision de rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision. Ce délai est ramené à 1 jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus des comités.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

11.1 - Remise des livrables

Les livrables sont remis CHU de Rouen pour vérification et décision après vérification. Les documents élaborés par le Titulaire sont transmis au CHU de Rouen dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI.

11.2 - Lieu de livraison des livrables

Les livrables papiers sont remis au CHU de Rouen, 1 Rue de Germont, 76031 Rouen CEDEX.
Les livrables électroniques sont transmis aux adresses communiquées.

11.3 - Déplacement dans le cadre de la mission

Le prix fixé rémunère tous les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaire à l'accomplissement de la mission concernée. Ce prix est exclusif de tout autre remboursement de frais au titre de la même mission. Ainsi et par exemple, les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux, sont inclus dans les prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires et intègrent tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration sur les différents sites du CHU Rouen Normandie.

11.4 - Conditions d'accès aux installations

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles imposées par CHU de Rouen.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU de Rouen, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché public, et en aviser sans délai le CHU de Rouen de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation du CHU de Rouen les dispositions qu'il prend à cet effet. Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU de Rouen, ses organisations et ses procédures ne peuvent se faire sans l'accord écrit de l'établissement.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rouen peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du CCAG PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

13.1 - Etendue de la cession

Le Titulaire cède, à titre exclusif, au CHU de Rouen, le droit de représentation et de reproduction, tels que définis par les articles L122-2 et L122-3 du code de la propriété intellectuelle, de tout ou partie des documents réalisés dans le cadre du présent marché public, ci-après dénommés « les documents », sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, Internet, vidéographique, cinématographique, exposition...).

Par « documents », on désigne notamment :

- **Les livrables listés à l'article 5.3 du CCP ;**
- **Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent marché public.**

Le Titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation de tout ou partie des documents en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

13.2 - Exploitations

La présente session est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- L'archivage,
- La consultation par toute personne et le prêt de tout ou partie des documents pour les besoins de la recherche, de la documentation, pour la représentation par projection à but documentaire ou pédagogique, pour l'exploitation promotionnelle, pour les expositions ouvertes au public,
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par le CHU de Rouen et/ou ses Partenaires,
- La reproduction de tout ou partie des documents dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes postales promotionnelles, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires,
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le CHU de Rouen et/ou par ses Partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (auditoriums, salles d'exposition, espaces de bureaux, ateliers hors les murs...),
- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires,
- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique,
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents, dans le cadre d'expositions, conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein du CHU de Rouen ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums, salles d'exposition ou espaces de bureaux,
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, les documents en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie,
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques,
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit

électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus,

- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres du CHU de Rouen, dans le cadre de ses activités et missions.

Il est convenu que le CHU de Rouen pourra non seulement exploiter lui-même les documents mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers **dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent marché public.**

13.3 - Garantie

Le titulaire garantit au CHU Rouen Normandie une jouissance paisible des droits cédés sur les documents. **Il garantit notamment le CHU Rouen Normandie contre toute réclamation, revendication, recours ou action de toute personne quelle qu'elle soit.**

13.4 - Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le titulaire au CHU Rouen Normandie, le titulaire déclarant en être désintéressé au regard de la rémunération qu'il perçoit en contrepartie de ses prestations réalisées dans le cadre du présent marché public.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITE

14.1 - Garantie

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

14.2 - Accès - Consignes

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU Rouen Normandie.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

14.3 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 15 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

15.1 - Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

15.2 - Clause de révision des prix

Les prix unitaires du marché public sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public.

Dans la mesure où le Titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il sera appliqué la formule de révision à suivre :

$$P_{n+1} = 0.3 P_n + (0.7 * P_n * (I_{n+1}/I_n))$$

Avec P_{n+1} = nouveau prix de règlement

P_n = prix en cours au moment de la révision

I = indice INSEE CPF 71.12 base 2021 – valeur de l'indice au T3 2024 = 109.1

Valuer de référence pour le marché : I_n = valeur de l'indice à la date de réception des offres (T4 2024)

I_{n+1} dernière valeur connue de l'indice 2 mois avant la date de révision

Cette formule est transposable chaque année.

Il appartient au prestataire de faire connaître son souhait de révision au plus tard 2 mois avant chaque date anniversaire, sans aucune intervention du CHU de Rouen.

Dans le cas d'une hausse supérieure à 1.5%, le CHU de Rouen pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le Titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Cette révision s'appliquera aux commandes émises à compter du début de la nouvelle période.

Le CHU de Rouen se réserve également le droit de présenter les demandes d'ajustement à l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

ARTICLE 16 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

16.1 - Modalité de règlement du titulaire

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au paiement sont établies.

Chaque facture doit correspondre à un bon de commande.

16.2 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le **dépôt de la facture électronique est obligatoire**, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU Rouen Normandie rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe n°1 CCAP)
- Un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le code service CHORUS est DAHLIB et le numéro SIRET du CHU ROUEN NORMANDIE est le 267 601 680 00015.

16.3 - Conditions de règlement

16.3.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le paiement s'effectue conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique **dans le délai global maximum fixé à 50 jours**.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article 2192-31 du Code la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

16.3.2 - Comptable

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur le Comptable public du CHU Rouen Normandie.

16.3.3 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au Titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

16.3.4 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-45 à R2191-62 du Code de la commande publique).

16.3.5 - Avance

Sans objet.

16.3.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 17 - PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où le Titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

et R = Le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Par dérogation à l'article 14.1.2 il n'y a pas de plafonnement des pénalités. Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

ARTICLE 18 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-PI (Chapitre 7) sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises
- Le code de nomenclature douanière
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire
- Le poids des marchandises livrées
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-PI, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 20 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

20.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – Médiateur interne et Correspondant PME

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

20.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCP	CCAG-PI
Article 3	Article 4.1
Article 9.1	Article 3.7.1
Articles 10.1	Articles 28.2
Article 10.2.2	Article 29
Article 10.2.4	Articles 29
Article 16.1	Article 11
Article 17	Articles 14.1.1 ; 14.1.3 et 14.1.2